

industrielle, la stabilité des prix et l'expansion des services sociaux.

Depuis l'an dernier, quelques signes encourageants, quoique inégaux, laissent entrevoir une reprise de l'économie. Le PNB a grimpé, l'inflation a été limitée et la production industrielle et agricole ainsi que la consommation privée sont en hausse. Toutefois, l'investissement intérieur est languissant et, au cours des derniers mois, la performance a été faible au niveau des exportations et des importations. Pour remédier à la situation, le gouvernement a récemment annoncé l'adoption de mesures économiques, considérées par les observateurs comme une tentative de restaurer la confiance dans les affaires, qui prévoient l'abaissement des taux d'intérêt et le relèvement des plafonds de la réserve monétaire. D'autres mesures ont également été prises en vue de favoriser la régularisation du marché monétaire.

Politique étrangère

Depuis la Seconde guerre mondiale, la péninsule de Corée est divisée en deux parties où se sont implantés des gouvernements et des sociétés de forme radicalement différente et opposée. Bien que relativement stable ces dernières années, la péninsule est pourtant soumise à de profondes et persistentes tensions. La République de Corée considère la protection de sa souveraineté et de son intégrité territoriale contre les incursions politiques ou militaires de la Corée du Nord comme la pierre angulaire de sa politique étrangère. A cet égard, elle déploie des efforts vigoureux pour se trouver des appuis aux Nations Unies et ailleurs. Dès le début de 1981, le président Chun a présenté à la Corée du Nord un certain nombre de propositions visant la réunification. La dernière, qui remonte à janvier 1982, portait sur la création d'un Comité consultatif composé de représentants des deux pays, qui serait chargé de rédiger la constitution d'une République de Corée unifiée. Dans l'intervalle, un accord en sept points, fondé sur la reconnaissance mutuelle, régirait les relations entre les deux Corées. Comme toutes celles déjà avancées, cette proposition a été rejetée par la Corée du Nord. Enfin, la République de Corée préconise l'adhésion des deux Corées aux Nations Unies.

Les relations de la République de Corée avec les États-Unis sont d'une importance primordiale, car ceux-ci garantissent sa sécurité et occupent le premier rang parmi ses partenaires commerciaux, immédiatement suivis du Japon. Par ailleurs, celles qu'elle entretient avec l'Europe revêtent sur le plan économique une certaine importance. Dans le domaine énergétique, la Corée de Sud est largement tributaire des importations et cela l'oblige à accorder une haute priorité à ses relations avec les pays riches en ressources, notamment ceux du Moyen-Orient et du monde en développement, sans oublier l'Australie et le Canada.